

CONTRIBUTION JEUNESSE



Association Territoriale des
EtudiaNts Aquitains

SOMMAIRE

1.	EDITO DE LA PRÉSIDENTE	PAGE 1
2.	PRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION ATENA	PAGE 2
3.	PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE ET DE L'ÉCHANTILLON	PAGE 3
4.	CONTRIBUTION	PAGE 5
	I. LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : UNE RÉALITÉ MULTIFACTORIELLE	PAGE 5
	A. LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE DES ÉTUDIANT·E·S : UNE PROBLÉMATIQUE D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET SURTOUT DE DEMAIN	PAGE 5
	B. L'ISOLEMENT SOCIAL DES ÉTUDIANT·E·S : UN CONSTAT ALARMANT ET UNE NÉCESSITÉ D'ACTION SUR LE BIEN-ÊTRE DE CETTE POPULATION	PAGE 8
	II. LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LE DÉBAT PUBLIC : UNE RÉALITÉ ACTUELLE INVISIBLE PAR UN MANQUE DE COMPRÉHENSION DE LA SPHÈRE POLITIQUE	PAGE 10
	A. PEUT-ON RÉELLEMENT PARLER D'ABSTENTIONNISME DE LA JEUNESSE ?	PAGE 10
	B. UNE INTÉGRATION NÉCESSAIRE DE LA PAROLE DES JEUNES DANS LES DÉBATS PUBLICS	PAGE 12
5.	ANNEXES	PAGE 14
6.	SOURCES	PAGE 15

1. EDITO DE LA PRÉSIDENTE

Lise MARTINEZ

Présidente d'ATENA



“La jeunesse est la seule génération raisonnable.”

Françoise Sagan / Entretien avec Marianne Payot - Septembre 1994

“ A l'heure où des dispositifs de volontariat et d'encadrement de l'engagement de la jeunesse se multiplient, nous sommes en droit de nous demander si cette dernière participe suffisamment au débat public. En effet, il est devenu commun d'entendre que les jeunes ne se mobilisent pas pour donner leur avis, principalement par manque d'intérêt pour les différentes thématiques débattues au sein de la vie politique. Pour autant, ce n'est pas notre ressenti. Les jeunes s'engagent de plus en plus mais sous des formes plus diverses, et/ou alternatives. Ce paradoxe notable à propos de l'engagement de la jeunesse appelle vivement à être considéré. Il ne faut pas nier qu'aujourd'hui, au sein d'une société poussant à l'individualisme, la place de la jeunesse, en temps que groupe social intégré est fortement mise à mal. De ce constat, une sorte de fatalisme de la part des nouvelles générations semble s'installer puisque le poids politique du groupe n'est pas assez fort pour interagir et être légitimé par les différentes institutions publiques historiques.

Néanmoins, la prise de distance vis-à-vis de la politique traditionnelle, n'est pas synonyme d'une réelle dépolitisation. A l'inverse, on observe une multiplicité de formes d'engagement chez les jeunes, principalement axées sur des actions concrètes et le développement de projets en faveur de thématiques leur paraissant essentielles. En effet, lorsqu'il s'agit de transition écologique, de santé, de culture, de solidarité ou d'humanitaire, les jeunes sont au rendez-vous. C'est pourquoi ATENA en tant qu'organisation de jeunesse organise de multiples consultations et actions de solidarité afin de devenir un acteur ressource, vecteur d'épanouissement, mais surtout d'engagement.

Nous démontrons quotidiennement que les jeunes s'engagent. Nous souhaitons, par cette contribution, renforcer la place des jeunes dans le débat public. Forte de propositions et d'acteurs de terrains, ATENA sera présente pour représenter la jeunesse d'un territoire en plein essor et volontaire en termes de développement de son action sociale. Il devient important de catalyser chaque volonté, chaque objectif individuel, et chaque opinion, afin de tirer un consensus qui permettra l'expression des idées de chacun et une réelle participation de notre génération. Ainsi, en tant que fédération associative, ATENA souhaite donner à chaque jeune du territoire aquitain les clés de compréhension des différentes actualités présentes au sein de la sphère politique. C'est par l'accompagnement de toutes et tous que nous réussirons à intégrer la jeunesse jusqu'ici exclue - sciemment ou non, ou comme nous l'avons vu précédemment, s'excluant elle-même - des processus politiques. En cela, les différentes opinions et prismes de vision portés par cette dernière seront incorporés au processus démocratique, permettant ainsi la promotion de l'intérêt général.”

2. PRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION ATENA

ATENA, l'Association Territoriale des ÉtudiaNt·e·s Aquitains, est une fédération d'associations étudiantes créée le 1er mai 2020 autour d'une volonté commune d'agir au plus près des étudiant·e·s qu'elle défend. ATENA est porteuse de multiples projets permettant la représentation et l'accompagnement des étudiant·e·s du territoire. On compte notamment le comptoir d'Aliénor, une épicerie sociale et solidaire, le développement d'un guichet de défense des droits, ainsi que la présence de ses élu·e·s au sein des conseils de gouvernance universitaires.

Cette structure, composée de 27 associations étudiantes locales, a une envergure territoriale et régionale. Ce regroupement offre une visibilité et une interface propices au développement de projets de grande ampleur.

Ses actions ont pour buts principaux de contribuer à l'animation des campus, à la défense des droits et des intérêts des étudiant·e·s et plus globalement des jeunes indépendamment de tout parti politique, ainsi que l'accompagnement de leurs projets et ceux de leurs associations. De cette façon, ATENA promeut, représente et défend les droits et intérêts matériels et moraux des étudiant·e·s, tant collectifs que individuels.

Les étudiant·e·s et les jeunes sont donc des acteurs essentiels du fonctionnement de la fédération, car chaque projet, chaque action, chaque position est construit avec l'ensemble des parties prenantes d'ATENA. C'est de cette façon que nous défendons des positions qui reflètent les idées et besoins des étudiant·e·s que nous représentons, pour que chaque jeune du territoire puisse faire entendre sa voix.



3. PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE ET DE L'ÉCHANTILLON

Dans l'optique d'identifier les différentes problématiques qui ont touché les jeunes du territoire bordelais durant la pandémie du COVID-19, la Fédération ATENA a réalisé une enquête en ligne, du 29 octobre 2020 au 1er mars 2021, sur les conditions de vie des jeunes vivant au sein de la métropole durant le premier confinement et les jours qui ont suivis. Cette enquête a permis de recenser plus de mille réponses - 1 042 précisément - auprès d'étudiant·e·s en recherche de stage ou d'alternance, de jeunes en quête d'un emploi ou de salariés, tous âgés de 17 à 25 ans. ATENA a ensuite fait appel à l'organisme étudiant IAE Bordeaux Consulting pour analyser les données et mettre en évidence les tendances, les urgences à traiter et les besoins des étudiant.e.s, surtout en ces temps de crise.

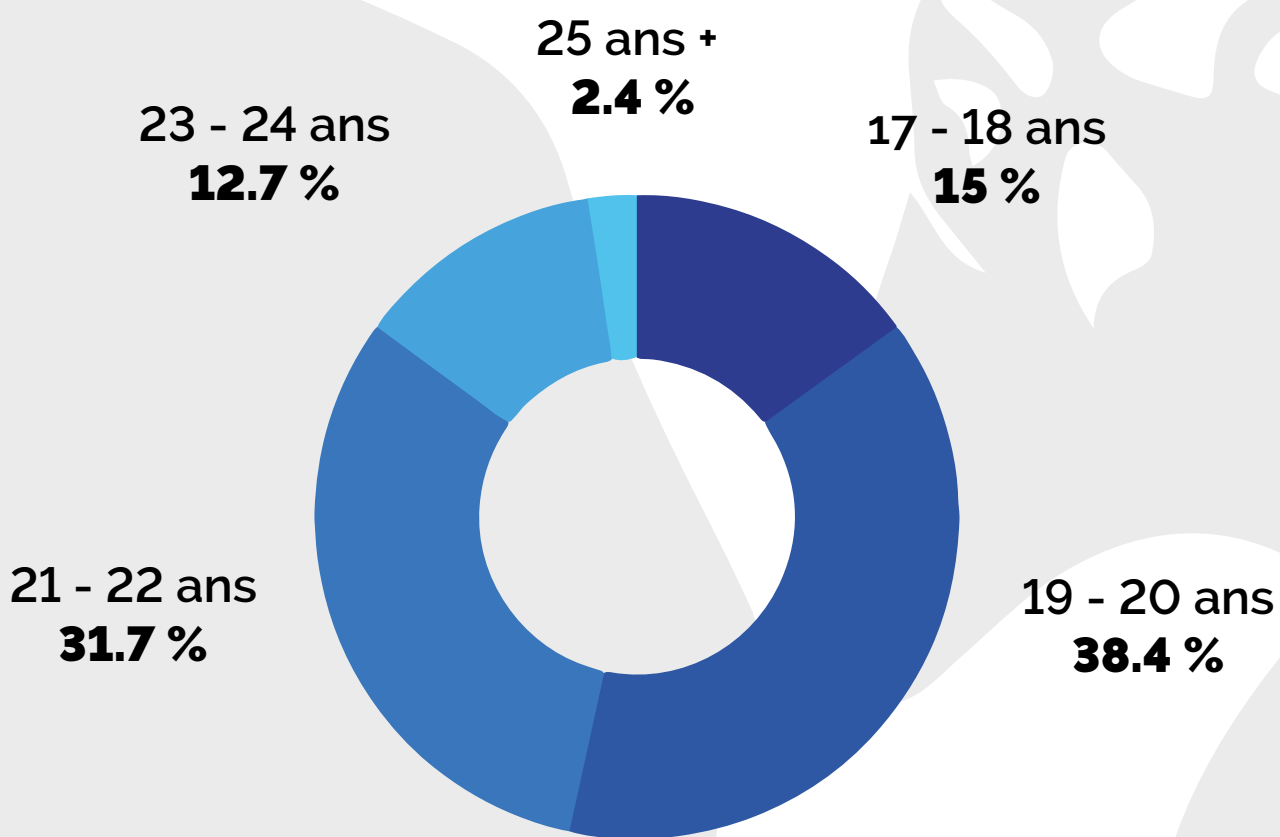
Le genre est une variable significative de l'échantillon, puisque 70,99% des interrogé·e·s sont des femmes, pour 28,63% d'hommes, et 0,38% d'intersexes. L'âge est également une variable notable, puisque 7 étudiant·e·s sur 10 ont entre 19 et 22 ans (69,5%), tandis que 14,89% d'entre eux ont entre 17 et 18 ans, 12,39% ont entre 23 et 24 ans et une minorité, 2,4%, ont 25 ans et plus. Pour ce qui est de l'institution fréquentée, presque 9 étudiant·e·s sur 10 (88,57%) sont issus de l'Université de Bordeaux. Parmi ces dernier·e·s, 50,59% proviennent du collège science de la Technologie, 25,56% du collège Science de la Santé, 16,36% du collège Science de l'Homme, et 7,49% du collège DSPEG(A). Le reste des répondant·e·s, non issu·e·s de l'Université de Bordeaux, proviennent quant à eux à 2,79% de l'Université de Bordeaux Montaigne, 0,58% de Bordeaux INP, 0,29% de Science Po Bordeaux, et 7,78% viennent d'autres établissements divers. Enfin, l'échantillon interrogé recense 22,48% d'étudiant·e·s salarié·e·s. Parmi ceux-ci, 38,03% sont boursier·ère·s contre 61,97% de non boursier·ère·s.

Nous avons souhaité mettre en avant quelques chiffres clés, à partir desquels nous tirons des conclusions dans l'argumentaire de notre plaidoyer.

Ainsi, notons que 30,25% des boursier·ère·s ont éprouvé des difficultés à financer leur loyer dans les 7 derniers mois de l'étude, proportion élevée également chez les non boursier·ère·s mais significativement moins puisqu'elle est de 15,89%. À l'échelle de tout l'échantillon, 6,2% des étudiant·e·s ont souvent eu des difficultés à financer leur loyer. D'autant que 52,94% des étudiant·e·s ont vu leur activité professionnelle être impactée négativement par la crise.

La crise sanitaire a donc eu un impact conséquent sur les étudiants déjà vulnérables sur le plan financier.





Enquête : Répartition des âges

4. CONTRIBUTION

I. LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE : UNE RÉALITÉ MULTIFACTORIELLE

"La précarité est une notion polymorphe. [...] Le risque de précarité résulte alors de l'agrégation de ces multiples facteurs de risque. L'articulation de ces critères fait qu'il y a autant de situations à risque que d'étudiant·e·s précaires." - Sophie Béguinet

A. LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE DES ÉTUDIANT·E·S : UNE PROBLÉMATIQUE D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET SURTOUT DE DEMAIN

Si, au cours des derniers mois, la plupart des sondé·e·s ont eu des problèmes de santé (près de 40%), **un grand nombre des interrogé·e·s déclare avoir dû renoncer aux soins**. Les raisons de ce renoncement sont diverses : manque de disponibilité du médecin, manque de temps, crainte d'être contaminé·e ou tout simplement manque d'information. Cette situation se révèle d'autant plus alarmante que deux étudiant·e·s sur cinq ont renoncé à des soins depuis mars 2020 (40%, +11pts), avant tout pour des raisons financières (43% ; +11pts). Ce résultat fait écho aux **difficultés rencontrées et évoquées par certains jeunes et étudiant·e·s à payer des actes médicaux ou des médicaments** (respectivement 39% et 41%). De manière générale, **1 jeune sur 2** vivant en résidence individuelle et environ **30% des étudiant·e·s vivant en logement CROUS** ont eu des difficultés financières à payer des actes médicaux et/ou des médicaments (voir Tableau 2) [Rapport d'étude final IAE].

"Les jeunes habitant en résidence individuelle ont eu le plus de difficultés financières à payer leurs soins médicaux (%)."

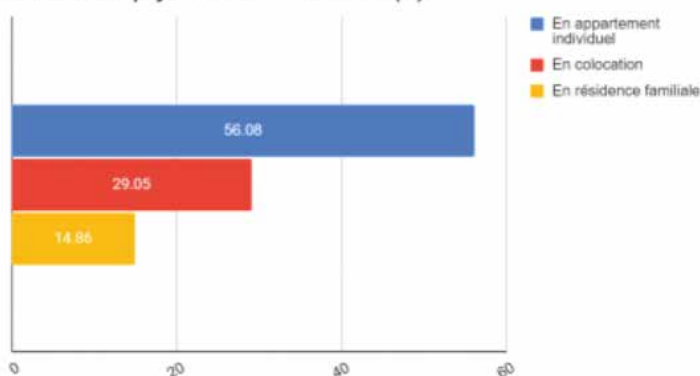
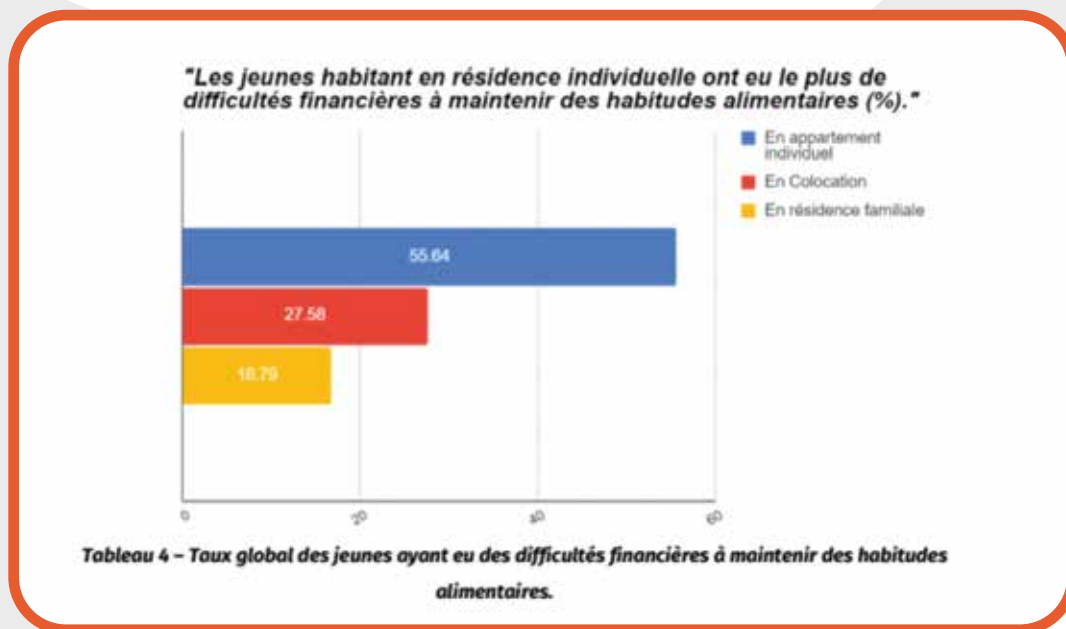


Tableau 2 – Taux global des jeunes ayant eu des difficultés financières pour accéder aux soins en fonction de leur lieu de résidence.

La difficulté financière de ces 7 derniers mois se ressent également au niveau de **l'alimentation** chez certain·e·s jeunes bordelais·es. Ce changement d'habitude est présent notamment auprès des **étudiant·e·s boursier·ère·s**. En effet, c'est **1 étudiant·e boursier·ère sur 2 qui présente des difficultés à s'alimenter correctement**. De plus, c'est également chez les jeunes vivant seul·e·s que les difficultés se font le plus ressentir [Rapport d'étude final IAE].



Premier poste de dépense pour les étudiant·e·s depuis des années, le logement est une réelle problématique territoriale, d'autant que notre région est une des plus chères de France. Avec un **loyer médian de 485€** selon le coût de la rentrée de la FAGE, se pose aujourd'hui la question du financement du logement pour nos jeunes et étudiant·e·s sur le territoire. A l'heure où la **réforme des APL** est venue grever le budget des jeunes actif·ve·s et des étudiant·e·s en fin de cycle, il est nécessaire d'apporter une **solution durable, efficace et portée par notre territoire, pour notre territoire**. Ainsi, il est nécessaire de continuer le pari qui est celui de nos collectivités sur la jeunesse en l'accompagnant vers l'accès au logement, ainsi que le maintien dans celui-ci, qu'il soit social ou non, privé ou public. La Fédération ATENA reste convaincue qu'une **réponse territoriale** à cette problématique est la solution, en allant vers une **allocation territoriale** pour l'accès au logement, ainsi qu'une aide pour les jeunes les plus défavorisé·e·s, indépendamment de leur statut étudiant.

Payer son loyer est un problème pour nombre d'étudiant·e·s, notamment **8 boursier·ère·s sur 100** dans notre territoire. Cela représente environ **38 000 étudiant·e·s** qui n'arrivent pas à payer un loyer alors qu'il·elle·s sont allocataires d'une bourse sur critères sociaux. **C'est pourquoi il est nécessaire d'agir !** La précarité est grandissante dans notre population jeune, et les réponses qui ont pu être apportées ces dernières années ne sont **pas au niveau du problème**. C'est pourquoi, un élargissement des bourses vers un système de linéarisation semble le plus pertinent. De plus, les jeunes, qu'il·elle·s soient étudiant·e·s ou non, actif·ve·s ou en recherche d'emploi, sont souvent exclu·e·s des dispositifs nationaux auxquels les plus de 25 ans sont éligibles. Il est urgent d'agir pour notre jeunesse, pour notre territoire et pour ne pas creuser les inégalités entre les différentes régions, et ne pas faire **rentrer le critère du niveau de vie ou des revenus pour les mobilités entrantes régionales**.

Tous ces constats ne sont malheureusement pas sans lien avec l'insertion professionnelle de nos jeunes. En effet, **8 jeunes sur 10** considèrent que la période actuelle impacte leur recherche d'emploi, un chiffre élevé qui ne faiblit pas dans le temps (80% ; +3pts). Plus de **3 jeunes sur 10** actuellement à la recherche d'un emploi étaient engagé·e·s dans un processus de recrutement avant la crise, processus qui a été annulé ou suspendu. La recherche d'emploi apparaît toujours difficile, notamment compte tenu de l'absence d'offres pour 37% de jeunes actuellement sur le marché du travail, une situation qui en a incité 33% à élargir leurs critères de recherche.

La santé mentale des jeunes en recherche d'emploi est également particulièrement inquiétante, puisque **42% des jeunes en recherche de leur premier emploi** ont eu des **pensées suicidaires** depuis le début de la crise sanitaire, soit 20 points de plus qu'en juin 2020. Cette dégradation de leur santé mentale peut s'expliquer par la difficulté de nombre d'entre eux à trouver un emploi, mais également par les difficultés financières auxquelles fait face une grande partie de la jeunesse. Effectivement, 62% des jeunes ont eu des problèmes pour s'alimenter correctement pendant la crise sanitaire, et 69% ont eu des difficultés pour payer un loyer. En 2019, c'est **19,6% des jeunes qui sont au chômage**. Entre octobre 2013 et juillet 2018, ce sont **229 000 jeunes qui ont intégré le dispositif de Garantie Jeune** proposé par les missions locales.

Le public cible de ce dispositif correspond aux jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation au moment de l'entrée dans le dispositif. On observe que **l'accès à l'emploi progresse parmi les jeunes ayant eu accès au dispositif**. 29% des jeunes ayant eu accès à la Garantie Jeune sont en effet en emploi 8 mois après leur entrée et 41% au bout de 19 mois [La Garantie jeune, FAGE, 2021]. Par ces résultats plus qu'encourageants, la position d'ATENA rejoint celle de la FAGE concernant **l'ouverture du dispositif à tou·te·s les jeunes sans conditions**. Cette ouverture **permettrait d'accompagner plus de jeunes vers l'insertion professionnelle**, insertion rendue **d'autant plus difficile par la crise de la COVID-19** à laquelle notre société fait face depuis maintenant 1 an. En effet, depuis le mois de juillet 2020, ce sont des **milliers de jeunes diplômé·e·s** qui se sont retrouvé·e·s à la recherche de leur premier emploi. Il ne fait aucun doute qu'une partie d'entre eux·elles se retrouvera sans aucune ressource financière.

C'est pourquoi ATENA, dans la même visée que la FAGE, demande une extension de la Garantie Jeune à ce public :

- > Création d'une Garantie Jeune Diplômé
- > Allocation d'un montant égal à celui du RSA
- > Éligibilité étendue à tout étudiant·e en fin de cursus
- > Mise en place d'un accompagnement humain afin d'accéder à l'emploi



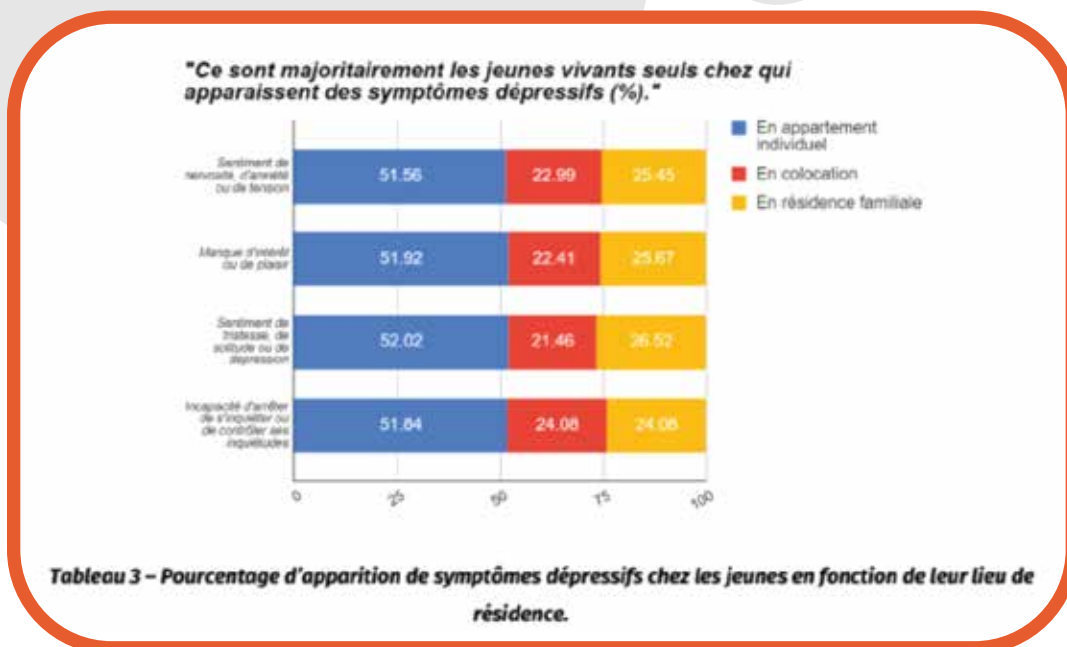
Ainsi la proposition serait de créer une **Garantie Jeunes Universelle sur 3 types de profils** : le-la jeune diplômé·e, le-la jeune en activité et le-la jeune NEET (Not in Employment, Education or Training) afin d'accompagner le-la jeune dans son insertion professionnelle.

Profil	Dispositif	Objectif	Allocation
Jeune diplômé·e	Garantie Jeunes Diplômés	Accompagnement dans la recherche d'emploi	Equivalent RSA
Jeune en activité	Garantie Jeunes Actif	Complément d'activité et accompagnement pour les emplois précaires (CDD, temps partiel, intérim, entrepreneuriat)	Selon les revenus
Jeune NEET	Garantie Jeunes Insertion	Retour à l'emploi ou à une formation	Equivalent RSA

[Garantie Jeune, FAGE 2021]

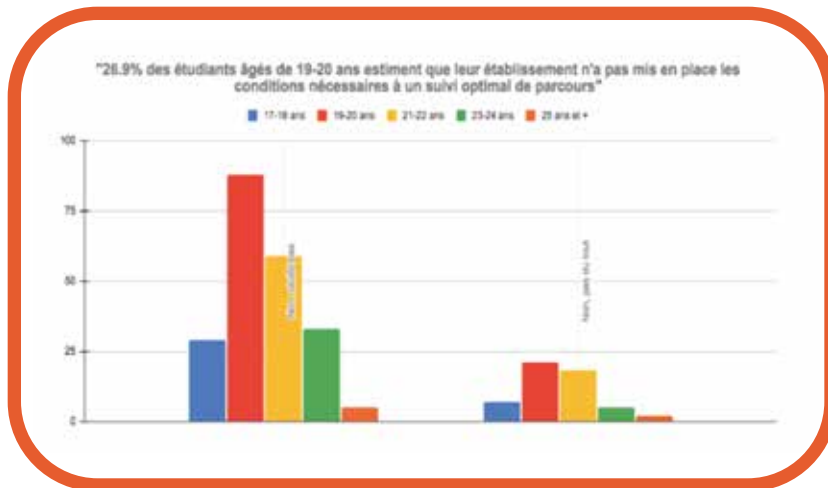
B. L'ISOLEMENT SOCIAL DES ÉTUDIANT·E·S : UN CONSTAT ALARMANT ET UNE NÉCESSITÉ D'ACTION SUR LE BIEN-ÊTRE DE CETTE POPULATION

Les nombreuses crises intervenues au cours des années 2020 et 2021 ont fortement impacté l'ensemble de la société, **et plus particulièrement la jeunesse**. L'enquête réalisée par ATENA révèle l'**apparition de symptômes psychiques** tels que des sentiments de nervosité et d'anxiété, un manque d'intérêt et de plaisir ou encore une humeur dépressive chez les jeunes vivant seul·e·s. Un·e étudiant·e en santé sur trois : c'est le nombre d'étudiant·e·s en santé ayant eu des pensées suicidaires depuis le début de la crise sanitaire (32%). Lors du premier confinement, en mars 2020, c'était déjà un·e étudiant·e sur quatre qui avait eu des pensées suicidaires (25%). Ce sont également 84% (+15 points) des étudiant·e·s en santé qui déclarent avoir ressenti le besoin de se confier, d'être écouté·e.

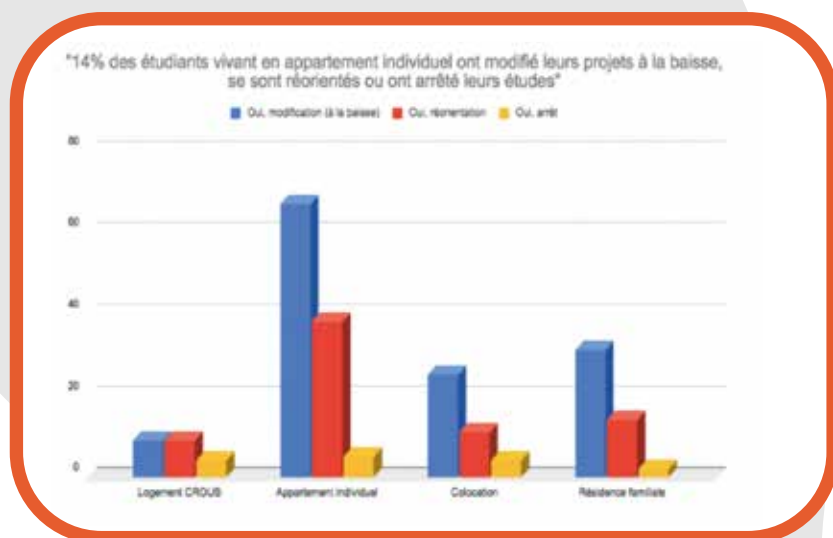


Ce constat est notamment **dû au manque d'accompagnement** par les établissements universitaires, mais pas seulement. À la question "Diriez-vous que depuis le premier confinement, votre établissement a mis en place les conditions nécessaires pour vous permettre de suivre correctement votre cursus ?", 26,9% des étudiant·e·s âgé·e·s de 19-20 ans ont répondu non [Rapport d'étude final IAE].

Avec la crise sanitaire, la mise en place des cours en distanciel devient une habitude. Ainsi, l'accompagnement à ce nouveau format semble d'autant plus important et nécessaire de la part des universités afin d'éviter le décrochage scolaire. Concernant la question du numérique à l'université : **50,5% des sondé·e·s aimeraient un retour des cours en présentiel** [Rapport d'études final IAE]. Les conséquences sont d'ores et déjà perceptibles.



En effet, **le décrochage a très vite pris la place d'une assiduité**, jusque-là notable. Ces comportements sont d'autant plus visibles chez les jeunes vivant seul·e·s en appartement. Ces dernière·s se retrouvent isolé·e·s et pour certain·e·s **coupé·e·s de tout contact social**. Avec un emploi du temps chargé exclusivement d'heures de cours en visioconférence, **il·elle·s aspirent à retrouver leur liberté à la fin de leurs journées sans fin**.



C'est dans ce contexte que **les sources de motivation se font rares** et que la question d'une poursuite d'études universitaires se pose de plus en plus sérieusement au fur et à mesure que les jours passent. L'isolement joue un rôle majeur dans la motivation et l'assiduité aux cours avec 14% des étudiant·e·s vivant en appartement individuel qui ont modifié leurs projets à la baisse, se sont réorienté·e·s, ou ont arrêté leurs études. Il devient donc urgent de proposer des solutions à cette génération.

C'est ainsi qu'un constat est dégagé [Rapport d'étude final, IAE] : Ce résultat montre que **l'isolement joue un rôle majeur dans la motivation** et l'assiduité au cours avec 14% des étudiant·e·s vivant en appartement individuel qui ont modifié leurs projets à la baisse, se sont réorientés, ou ont arrêté leurs études. Ainsi, il devient urgent de proposer des solutions à cette génération.

Comme présenté au sein de cette première partie, il existe de multiples dimensions à la précarité étudiante. Cette dernière découle de problématiques alimentaires, professionnelles, sanitaires, sociales et même matérielles. Les conséquences ne sont pas seulement psychiques, physiques ou psychologiques. En effet, il est difficile de demander à un·e étudiant·e, dont la prise de son prochain repas est si incertaine, de participer au débat public. Cela engendre alors une rupture du lien entre la jeunesse et le corps politique. C'est pour cela qu'ATENA, en tant qu'organisation de jeunesse, souhaite travailler sur la reconstruction de ce lien afin de permettre à chacun·e de s'exprimer.

II. LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LE DÉBAT PUBLIC : UNE RÉALITÉ ACTUELLE INVISIBILISÉE PAR UN MANQUE DE COMPRÉHENSION DE LA SPHÈRE POLITIQUE

Avec un **taux d'abstention équivalent à 63,1%** selon l'IPSOS pour les élections municipales à Bordeaux, la question de l'implication de la jeunesse dans la sphère politique est légitime. Cette observation est également confirmée par le fait que **moins d'un·e jeune sur cinq est allé·e voter** lors des dernières élections présidentielles, attestant de fait d'un **désintérêt majeur de la jeunesse** pour les canaux politiques et citoyens traditionnels. Cependant, il est nécessaire de creuser plus loin la raison de ce manque de participation aux instances démocratiques que sont les élections chez l'électorat entre 18 et 29 ans, et **ne pas se cantonner à une simple constatation**. C'est pourquoi il sera important d'étudier cet abstentionnisme qui paraît toutefois relatif au vu de la réalité des faits, avec bien entendu un volet **d'inclusion des jeunes dans les débats publics** pour ranimer la volonté politique des jeunes et les rendre acteur·ice·s de la société et non plus simple observateur·ice·s qui subissent les actions politiques.

A. PEUT-ON RÉELLEMENT PARLER D'ABSTENTIONNISME DE LA JEUNESSE ?

Indubitablement, la jeunesse s'est immiscée au cœur du débat public et fait désormais partie prenante des plus grands enjeux contemporains. A l'instar de l'écologie où l'émergence de jeunes représentant·e·s est sans équivoque (Greta Thunberg, sans la citer), l'appareil politique est quant à lui répudié, ignoré. **10 points, c'est en moyenne la différence positive qui sépare l'abstentionnisme des plus âgés de l'abstentionnisme des plus jeunes**. A l'aune de ces raisons, il est argué de dire que la jeunesse n'est que peu familière à la pratique du jeu électoral. Pour preuve, seul un petit tiers des 18-24 ans se sont rendu·e·s aux urnes pour les présidentielles de 2017 et les européennes de 2019. Plus récemment encore, **l'abstentionnisme des 18-34 ans a passé la barre des 72% avec les élections municipales de 2020**, selon une estimation Ipsos-Sopra Steria.

Vient alors prestement la question des justifications. Anne Muxel, directrice des recherches au Centre de recherches politiques de Sciences Po (abrégé Cevipof) parlait, en guise de premier argument, de "**moratoire électoral**".

En effet, l'entrée dans la vie d'adulte comporte son lot d'impératifs et la participation aux élections n'en est qu'une des nombreuses étapes. Cette responsabilisation à l'égard de ses obligations citoyennes peut prendre du temps et ne pas directement susciter l'intérêt du·de la jeune électeur·rice. Comme il existe un délai d'entrée dans la vie d'adulte, la responsabilisation du jeune adulte prend un certain temps, et il en va de même pour l'engagement à voter et de la prise de conscience du rôle important de citoyen·ne, et de la responsabilité d'aller voter. Un élément d'autant plus important que la politique n'est pas innée, acquise à la naissance, mais le **fruit d'un processus de socialisation**. De fait, **cette « culture politique » est inégalitaire**. Bien que l'école par ses fonctions de construction du·de la citoyen·ne, et via certains enseignements spécifiquement dédiés à cela tel que l'EMC (Éducation Morale et Civique), permet dans une certaine mesure de bâtir un socle minimum commun de connaissance politique et civique, la socialisation familiale aux faits politiques est loin d'être à minorer. Et comme tou·te·s les jeunes ne sont pas égaux·ales sur la transmission de cette culture politique via les canaux familiaux, il peut parfois paraître compliqué, par manque d'acquis, pour certain·e·s jeunes, de pouvoir faire un choix politique à 18 ans, au moment même où, en France, **le·la jeune s'émancipe du cocon familial**.

S'ajoute à ce moratoire électoral des problématiques plus structurelles. Selon un sondage de l'Ifop réalisé avant le premier tour des municipales de 2020, près de 76% des 18-25 ans sont inscrit·e·s sur les listes électorales. Parmi ces dernier·ère·s, seulement un tiers (33%) avait prévu de se rendre aux urnes, alors qu'à l'échelle de toute la population, c'est près de 56%. Au premier rang des explications : l'éloignement géographique du lieu de vote et d'études qui concerne 26% des abstentionnistes. En effet, chaque Français·e qui devient majeur·e est automatiquement inscrit·e sur les listes électorales, à la condition qu'il·elle ait effectué les démarches de recensement citoyen au moment de ses 16 ans. Très souvent, cela se fait à proximité du domicile familial, **qui ne correspond pas toujours au lieu d'études**. Néanmoins, une majorité d'entre eux·elles continuent d'être inscrit·e·s sur les listes électorales des lieux de résidences de leurs parents, et n'ont pas le réflexe de s'inscrire sur les listes de leurs villes actuelles de résidence : souvent par appréhension des potentielles contraintes administratives attenantes au changement, ou par un manque de projection liée à l'instabilité spatiale qui peut jalonner le parcours étudiant. Ainsi, selon un sondage de l'IFOP, réalisé avant le premier tour des municipales, bien que 76% des 18-25 ans étaient inscrit·e·s sur les listes électorales, seulement un tiers (33%) avait prévu d'aller voter, tandis que 56% de l'ensemble de la population française envisageait de le faire.

Mais **l'abstentionnisme n'est pas toujours le fruit de problématiques structurelles ou d'un moratoire électoral**. Elle peut, à la manière d'un vote franc et nominatif, constituer **un choix politique à part entière**. Anne Muxel considère en effet que l'abstention se révèle être parfois "une forme consciente et délibérée de protestation", attestant ainsi peut-être la démonstration d'une indifférence croissante de la jeunesse vis-à-vis du jeu politique, **jugeant qu'elle n'est pas assez représentative ou qu'un vote n'y changerait rien**. De même que le rejet des canaux politiques traditionnels n'est pas parallèlement synonyme d'une dépolitisation totale. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont de fait, malgré les effets pervers et dérives qu'elles occasionnent, de **formidables outils pour la politisation de la jeunesse** (socialisation, participation aux débats, structuration des moyens de protestation). D'autant que **les jeunes s'investissent également massivement dans des problématiques les concernant directement**, et qui ne sont pas forcément placées les plus en haut de l'agenda politique classique. Il leur semble ainsi moins vain de pratiquer la politique de manière alternative. C'est principalement pour ces deux raisons – les nouveaux moyens de pratiquer la politique, et l'investissement dans des problématiques plus personnelles – que le vote ne trouve plus de réelle légitimité chez les jeunes. Hypothèses que nous confirme le sociologue et politologue Vincent Tiberj, spécialiste des comportements électoraux et politiques, interrogé à l'occasion de la rédaction de cette contribution.

« Le vote avant c'était un devoir, maintenant c'est un droit. Le vote c'est pas forcément la meilleure façon de s'exprimer parce que finalement il ne nous appartient pas, une fois que nous avons mis le bulletin dans l'urne, il appartient à la rigueur aux politistes qui les analysent, mais les dirigeants en font ce qu'ils veulent. Et vous avez toute une partie de la jeunesse qui se dit "je peux manifester, je peux boycotter, je peux faire des pétitions, etc". De plus en plus, le vote est un droit qu'on exerce parce que l'élection nous importe, parce qu'il y a un débat qui nous intéresse, etc, et il y a d'autres moyens de participer. Surtout, il y a toute une partie de la jeunesse, quelque part la plus intégrée politiquement qui va utiliser d'autres moyens d'actions. On peut être investi en politique en étant dans une asso, il y a plein de manière de s'investir dans la politique mais le problème c'est que trop souvent on n'en voit qu'une ! C'est quoi le vote ? C'est un moyen de participation dirigé par les élites, par les candidats, par un programme choisi par en haut, et après démocratie participative les coco ! Ils décident, et le citoyen écoute ! »

On peut néanmoins émettre l'hypothèse que la pandémie mondiale et ses conséquences sociales auront redistribué les cartes : la jeunesse s'est sentie bafouée, écartée du débat public, et voudra sûrement se le réapproprier pour de bon. Il se pourrait ainsi que les 18-24 ans s'expriment davantage lors du scrutin de 2022, et fassent valoir leurs revendications.

B. UNE INTÉGRATION NÉCESSAIRE DE LA PAROLE DES JEUNES DANS LES DÉBATS PUBLICS

Alors, de fait, comment intéresser les 22% des jeunes qui ne se sentent pas concerné·e·s par les élections ?

Premièrement, l'information. Il pourrait par exemple être intéressant de miser davantage sur la **digitalisation des campagnes électorales**, afin de mieux informer les jeunes sur les événements politiques et leurs enjeux. La consommation de l'information devient de plus en plus spontanée. Il faut que les campagnes soient **impactantes, claires, sans tomber dans des discours usant à l'excès de la novlangue**.

Deuxièmement, permettre aux jeunes de **se sentir mieux représenté·e·s**, en rajeunissant les représentants politiques. Le sentiment d'appartenance est un moyen fort d'intégrer les jeunes dans le milieu politique. Chiffre notable : **2% des maires ont moins de 40 ans**. Cela participe sans conteste au sentiment de déconnexion ressenti par la jeunesse vis-à-vis de la sphère politique. Dans cette perspective, la phrase de Coralie Schirru citée en début de partie semble fort à propos.

Troisièmement, l'intégration plus marquée des problématiques attenantes à la jeunesse dans les agendas politiques, quels qu'ils soient. Pourquoi jouer le jeu si l'on sait que l'on a rien à y gagner ? **La jeunesse, futur de la nation, ne doit pas être laissée pour compte !** En prenant au sérieux les différentes problématiques entourant cette dernière, il est indéniable que celle-ci aura davantage la volonté de participer au débat public, et à l'élaboration du projet de société global par les canaux institutionnels classiques. Et la (vitalité de la) démocratie n'en sera que renforcée.

Enfin, pour réintégrer les jeunes au débat, il est nécessaire de **développer la démocratie participative**. Mettre la **jeunesse au cœur du processus démocratique**, en l'intégrant pleinement et durablement aux prises de décisions, via la mise en place de groupes de travail, de lieux de débat. Il faut également donner à la jeunesse les **clés de compréhension** pour mieux appréhender le fonctionnement de l'appareil politique. Puis, permettre aux jeunes de participer aux débats, et leur donner la parole sur les sujets qui les concernent. Il faut développer les journées de débats, les étendre aux différents âges qui composent la jeunesse, en faisant des tables rondes sur des thématiques, en proposant des innovations pour les différents cercles politiques, de la commune à la région.

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) délègue de nouvelles compétences aux collectivités territoriales notamment celles concernant **l'éducation populaire**. De plus, la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 confère aux régions le rôle de coordination au niveau de la mise en place des politiques de jeunesse. Il est ainsi nécessaire qu'en tant que fédération territoriale **ATENA se place comme acteur ressource** de la mise en place de ces volontés. Nous souhaitons pousser le développement de l'intégration de la jeunesse au sein des prises de décisions politiques. Il est important que chacun et chacune puisse participer à la vie de la cité et donner son avis.



Nos positions

EN BREF



CRÉATION D'UNE GARANTIE JEUNE DIPLÔMÉ



- Allocation d'un montant égal à celui du RSA
- Tout étudiant en fin de cursus serait éligible à celle-ci
- Mise en place d'un accompagnement humain afin d'accéder à l'emploi

ÉLARGISSEMENT DE L'AIDE À L'ACCÈS ET AU MAINTIEN EN LOGEMENT SUR LE TERRITOIRE

- Renforcement des aides au maintien dans un logement
- Création d'une aide à l'accès au logement
- Centralisation et mutualisation des dispositifs d'accompagnement à l'accès au logement



FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ ET LA LISIBILITÉ DES DROITS DE TOU·TE·S LES JEUNES



- Diffusion du guide des aides sociales de la fédération ATENA
- Garantie d'une égalité d'accès au droit
- Développement d'un guichet unique de défense des droits

INSTAURER UN SYSTÈME DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ENTRE LES CORPS INTERMÉDIAIRES DE JEUNESSE ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Organisation de débats pour rassembler la jeunesse autour des dossiers d'utilité publique
- Lutte contre l'abstentionnisme en favorisant la vulgarisation des programmes envers les jeunes
- Inclusion des corps intermédiaires de jeunesse dans les réflexions autour de sa population



5. ANNEXES

ENTRETIEN AVEC VINCENT TIBERJ, PAR LILIAN GARRISSERE

LG : Bonjour Vincent Tiberj, vous êtes sociologue et politiste, professeur des universités à Sciences Po Bordeaux, chercheur au Centre Émile Durkheim, et délégué de recherche de Sciences Po Bordeaux, et spécialiste des comportements électoraux et politiques en France notamment. Comment expliqueriez-vous le déclin de la participation de la jeunesse au sein des processus électoraux ?

VT : Le vote avant c'était un devoir, maintenant c'est un droit. Le vote c'est pas forcément la meilleure façon de s'exprimer parce que finalement il ne nous appartient pas, une fois que nous avons mis le bulletin dans l'urne, il appartient à la rigueur aux politistes qui les analysent, mais les dirigeants en font ce qu'ils veulent. Et vous avez toute une partie de la jeunesse qui se dit "je peux manifester, je peux boycotter, je peux faire des pétitions, etc".

LG : C'est plus un changement de forme que de fond...

VT : Oui, de plus en plus le vote est un droit, qu'on exerce parce que l'élection nous importe, parce qu'il y a un débat qui nous intéresse, etc, et il y a d'autres moyens de participer. Surtout, il y a toute une partie de la jeunesse, quelque part la plus intégrée politiquement qui va utiliser d'autres moyens d'actions. On peut être investi en politique en étant dans une asso, il y a pleins de manière de s'investir dans la politique mais le problème c'est que trop souvent on n'en voit qu'une ! C'est quoi le vote ? C'est un moyen de participation dirigé par les élites, par les candidats, par un programme choisi par en haut, et après démocratie participative les coco ! Ils décident, et le citoyen écoute.

LG : Si on passe pas par là, on peut pas forcément évoluer...

VT : Alors ça c'est vrai ! Mais il y a un changement de culture du vote. Effectivement, il y a une autre partie de la jeunesse qui n'est ni dans le vote, ni dans la participation protestataire, ni dans les asso, et qui disparaît des radars. C'est une jeunesse plutôt issue des territoires ruraux, des banlieues, chez les moins diplômés... Mais on voit bien qu'à la fin ça ne fait pas tout. Le vote permet surtout à des gens d'être élu et d'avoir du pouvoir.

LG : Là il va y avoir des élections régionales et certains jeunes ne sont même pas au courant ! Et donc ils ne voteront pas, mais en plus ils n'appuieront pas leurs positions, et ce aussi peut-être parce que la politique traditionnelle ne leur offre pas un réel espace de parole...

VT : Il faut bien avoir quelque chose en tête, c'est que c'est plus une question de jeunesse : maintenant quand vous avez moins de 50 ans, il y a une chance sur deux que n'alliez pas voter aux régionales ! Là, le problème c'est que les conditions de la campagne sont catastrophiques : il va y avoir un mois et demi de campagne, on ne sait pas si on aura des tracts, un débat, c'est problématique ! Ensuite, le système de la démocratie représentative, c'est que même avec seulement 10% de vote, vous pouvez être élu et gouverner. Donc là il y a un vrai souci aujourd'hui pour savoir comment on s'associe, comment on prend une décision politique, comment on remet le citoyen au centre du jeu. C'est une crise plus grave, qui nous dépasse.

LG : Et vous, personnellement, vous feriez comment pour relancer l'intérêt de la jeunesse ?

VT : Le truc tout bête c'est de redonner de la place aux citoyens, leur permettre de voter sur des choses différentes, les associer au processus de décision en les prenant au sérieux, mettre en place des processus de démocratie participative où on va vraiment chercher les jeunes, pas seulement ceux qui sont déjà là et les assos qu'on connaît déjà ! Parce que, de fait, les gens ne sont pas si désintéressés que ça par les choses publiques, même s'il ne faut pas se leurrer, les gens ne veulent pas être citoyens à plein temps, ils ont d'autres choses à faire dans la vie !

6. SOURCES

Anne Muxel, directrice des recherches au Centre de recherches politiques de Sciences Po (abrégé Cevipof)

<https://www.ipsos.com/fr-fr/municipales-2020>

Sophie Béguinet, « La représentation sociale du risque de précarité chez les étudiants », *Communication et organisation* [En ligne], 43 | 2013, mis en ligne le 01 juin 2015

Daniel Poli, Jochen Butt-Pośnikin,
CHAPITRE 4. UNE PARTICIPATION OUVERTE AUX JEUNES – UN ÉLÉMENT CLÉ DE LA BONNE GOUVERNANCE AU XXIÈ SIÈCLE
Conseil de l'Europe, *Points de vue sur la jeunesse – Volume 4*

https://www.fage.org/ressources/documents/3/6985-DP_09_05_21_Enquete_FAGE-IPSOS_Un_A.pdf

<https://www.fage.org/news/actualites-fage-federations/2020-08-17,2020-08-17-DP-FAGE-CDR.htm>

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/la-garantie-jeunes-quels-jeunes-et-quel-bilan-apres-cinq-ans>

CONTACTS

Lise Martinez

lise.martinez@fede-atenas.fr

06.99.17.27.63

Paul Marsan

paul.marsan@fede-atenas.fr

06.01.03.56.67